

N°6

Novembre - décembre
2014

Retrouvez l'intégralité de nos
articles sur notre site internet
www.pcf-saintquentin.fr



Permanences

lundi, mercredi, jeudi

16h - 19h

22, rue de la Pomme Rouge
02100 Saint-Quentin

06.26.09.26.48

Partout en France, des mouvements de grève se développent, avec soutien des usagers, contre la même politique de déclin du service public, également contre les fermetures d'agences et de guichets.

La corvée gratuite que la direction a voulu imposer avec la distribution des plis électoraux – sans compter celle des « plis non adressés » avec des tracts du FN !! – a été, bien souvent la goutte de trop.

Pour nous communistes, dans la situation actuelle, seules les luttes sociales, leurs montées, leurs convergences portent une perspective de changement politique. Elles répondent à une nécessité imminente, celle d'arrêter de subir.

La grève des postiers, contre la nouvelle réorganisation, les dégradations des conditions d'emploi et de travail, de vie qu'elle entraîne, s'inscrit, à son niveau dans ce mouvement.

Le timbre de base est passé de 60 à 66 centimes en 2 ans. Il passera de 66 à 76 centimes au 1er janvier, une augmentation historique. La direction de La Poste dégrade le service général tout en développant des « niches », très chères, pour les clients les plus solvables. Refusons cette logique ! Usagers, postiers, nos intérêts concordent. Mais ils sont en contradiction avec ceux des privatiseurs de La Poste !

Casse du service public

LA POSTE



Réforme des « rythmes scolaires » :

C'EST TOUJOURS NON !



Au delà du fait que les nouveaux rythmes scolaires ne sont adaptés ni aux besoins des élèves ni à l'organisation des familles, ils soulèvent la question de la territorialisation de l'École.

L'Éducation Nationale garantit en principe l'égalité des contenus d'enseignement sur l'ensemble du territoire. Or, les temps périscolaires montrent bien de réelles inégalités de qualité de l'offre selon les municipalités...

Les payeurs finissent d'ailleurs par se sentir décideurs, à l'image d'une adjointe au Maire UMP, Xavier Bertrand qui, au conseil municipal, réaffirmait qu'elle attribuait ou non des bus pour des sorties scolaires selon les projets pédagogiques des enseignants : cela est normalement du ressort de l'Éducation Nationale d'en décider !

Allant un peu plus loin dans cette logique, la Ministre de l'Éducation Nationale a elle-même demandé à des municipalités d'accueillir les élèves le mercredi 15 octobre, jour



de consultation des enseignants sur les programmes. Si les communes mettent un pied dans la porte de l'Éducation Nationale, la Ministre leur ouvre en grand !

C'est finalement un projet de la droite que la « gauche » met en œuvre, celui de déléguer aux collectivités territoriales les services publics non régaliens de l'État.

Alors que les enseignants rejettent encore massivement la réforme, les parents d'élèves se mobilisent avec le soutien matériel et humain de la Section du PCF de Saint-Quentin. Le mouvement grandit de semaine en semaine, de nouvelles écoles rentrent en action sur Saint-Quentin, dans ses alentours, dans le département et partout en France. L'organisation et la détermination des parents ne cessent de se renforcer.

Journée d'action prévue le 3 décembre.

Aurélien Jan

RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

APPEL AU

BOYCOTT

ET À

LA MOBILISATION

LE

1er mercredi du mois

ÉCOLE PUBLIQUE MENACÉE

Depuis la généralisation de la réforme à la rentrée de septembre 2014, la mobilisation ne cesse de croître. D'abord quelques écoles où des groupes de parents d'élèves ont pris en charge de distribuer des tracts pour communiquer leur mécontentement. De semaine en semaine, la mobilisation n'a cessé d'augmenter. De nouvelles écoles se mobilisent, les parents d'élèves s'organisent pour tirer les tracts, poser des affiches, etc. La situation en vient à inquiéter les inspections académiques et donc le ministère.

Mobilisez-vous, distribuez des tracts, affichez, signez la pétition :

MOBILISEZ-VOUS !

POUR LE RETRAIT DES DÉCRETS PEILLON ET HAMON

Nom :

Prénom :

Mail / téléphone :

Signature :

à renvoyer à PCF, 22, rue de la Pomme Rouge, 02100 Saint-Quentin



Au total, les exonérations d'impôts et de cotisations sociales patronales atteignent 220 milliards d'euros par an, bien plus que les « déficits » dont on nous rabat les oreilles.

Les profits explosent :

. 32 milliards d'euros en 6 mois pour les entreprises du CAC 40

Le soi-disant « pacte de responsabilité »,

. 41 milliards d'euros DE CADEAUX au patronat

Et le profit capitaliste :

41 milliards qui plombent les comptes de la Nation, de la Sécurité sociale !

Le « Crédit d'impôt compétitivité » (CICE) coûtera 20 milliards par an !

Exemple : les laboratoires pharmaceutiques Sanofi, aux actionnaires engraisés sur le dos de l'assurance maladie, touchent 130 millions d'euros par an grâce au CICE mais annoncent la suppression de 4000 emplois en France.

Au total, les exonérations d'impôts et de cotisations sociales patronales atteignent 220 milliards d'euros par an, bien plus que les « déficits » dont on nous rabat les oreilles.

Et ces cadeaux au patronat, nous les payons cher sur notre santé, nos retraites, l'école de nos enfants, aussi sur le maintien et le développement de la production. La Cour des comptes a été obligée d'estimer le coût de la fraude patronale à la Sécurité sociale : entre 20 et 25 milliards d'euros par an, deux fois le « déficit » affiché. Le gouvernement inscrit dans son projet de loi des mesures pour essayer de récupérer 75 millions, 0,3% du total... Mais on criminalise les familles!

Autre dépense du moment : la guerre ! Mali, Centrafrique, Irak : on va arriver à 1,5 milliard d'euros pour jouer les supplétifs des États-Unis et les aider à entretenir le chaos dans le monde.

La liste des mauvais coups est très longue. La hausse des tarifs du gaz, de l'électricité, dosée dans le temps pour essayer d'esquiver une explosion sociale est révoltante vu les profits des entreprises du secteur. 11,5 millions de Français renoncent à se chauffer correctement! La hausse du prix du timbre, de 15%, après les 5300 suppressions d'emploi à la Poste au premier semestre.

La perspective ne se situe ni dans ces illusions, ni dans la résignation mais dans l'action pour se défendre.

Notamment pour défendre l'hôpital public, remettre en cause la logique de restriction des soins au moyen de la «tarification à l'activité» les fermetures de services, la régionalisation, pour exiger la revalorisation légitime des allocations et retraites.

A cette occasion, plus que jamais, nous exigeons la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales (35 milliards d'euros par an depuis les « 35 heures »), la suppression du «crédit d'impôt compétitivité», l'abandon du « pacte de responsabilité », des baisses de TVA.

Il y a un potentiel de lutte et de convergence de lutte pour commencer à mettre en échec la politique du pouvoir.

**Ensemble agissons,
Ça ne peut plus durer !**

Corinne Bécourt
Secrétaire de section

M. Bertrand, Vous avez affirmé récemment, ... que vous aviez participé à « chacune » des « manifs pour Tous » ... Cela représente au minimum sept jours complets passés à arpenter les rues de Paris ...

Il faut sans doute croire que vous avez bien du temps à perdre chaque dimanche.

Faut-il vous rappeler que vous êtes ... le représentant d'un territoire en grave difficulté économique et sociale ?

Les habitants de Saint-Quentin n'attendent pas de leur maire qu'il aille se pavaner dans des défilés inutiles. Ils attendent de lui qu'il les aide à vivre mieux dans leur ville.

EXTRAITS D'UNE « LETTRE OUVERTE À XAVIER BERTRAND »



le département de l'Aisne, dont Saint-Quentin est la ville principale, fait partie des 10 derniers en France lorsque l'on évalue la qualité de vie des départements

Saint-Quentin, c'est :

- l'un des taux de chômage les plus élevés de toute la France, qui est passé de 11% à 16% entre 2008 et 2013.
- un front national qui obtient plus de 20% des voix aux élections municipales,
- l'une des zones les plus défavorisées et les moins attractives du pays

source : <http://egalitedesdroits.yagg.com>

CONSEIL MUNICIPAL

LE DOUBLE JEU DE XAVIER BERTRAND

Xavier Bertrand, fait voter le 22 septembre 2014 en conseil municipal, une motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat. Les finances des collectivités locales sont fragilisées par leur dépendance étroites aux dotations de l'Etat et il pèse donc un véritable danger sur les collectivités territoriales : elles assurent plus de 70 % de l'investissement public et agissent, selon les lieux, comme un dernier rempart de solidarité nationale à travers les services publics locaux.

Mais que cette motion (symbolique) vient tardivement ! Je n'ai cessé de dénoncer durant le mandat municipal précédant les baisses des dotations budgétaires de l'Etat pour Saint-Quentin. Ces mêmes baisses que Xavier Bertrand mettait en place lorsqu'il était ministre ou député de la majorité UMP. Le voilà dans l'opposition, et il les dénonce. Cet opportunisme politique ne surprend personne : les transferts de compétences de l'Etat aux départements, non compensés intégralement, c'est quand même bien de son fait !

Et pas plus de mansuétude vis-à-vis d'un gouvernement socialiste qui a joué exactement la même partition en dénonçant, lorsqu'elle était dans l'opposition, une politique économique qu'elle met en œuvre aujourd'hui.

Enfin, rien dans cette motion sur ce qui fonde depuis plusieurs décennies les mesures de casse sociale, d'austérité, à savoir les traités et institutions européennes que l'UMP et le PS soutiennent (Maastricht, Traité de Lisbonne,...) et qui imposent la mise en place d'une telle politique régressive.



Olivier TOURNAY
Conseiller Municipal PCF

Le mois de mars est le mois du printemps mais aussi celui des élections, L'an dernier lors des élections municipales la liste « les voix de la colère » présentée par le Parti communiste a donné aux Saint-Quentinois la possibilité d'exprimer par les urnes leur mécontentement et leur besoin de changement.

En mars prochain auront lieu d'autres élections, les élections départementales. Elles remplacent les élections cantonales.

Les cantons ont été modifiés et seront représentés au département par deux élus par canton, un homme et une femme, conséquence de la parité. Le Parti communiste présentera des candidats dans tous les cantons de Saint-Quentin pour permettre à tous les électeurs d'exprimer leur colère et leur besoin de vivre mieux dans une société qui protège tout le monde y compris les plus faibles au lieu de les maltraiter pour

satisfaire les pouvoirs financiers.

Aujourd'hui l'incertitude règne partout, on parle de réforme de la territorialité, de la suppression des départements, de la modification des régions, mais les élections départementales ont lieu avec un changement de mode de scrutin et un redécoupage. On marche sur la tête, C'est pourquoi il est très important de saisir cette occasion pour marquer notre opposition au gouvernement actuel. Ne pas voter c'est laisser aux autres les choix qui vous concernent sans contre-pouvoir.

Les candidats présentés par le Parti communiste défendront le maintien et le développement des services publics et l'intérêt des exploités.

En mars prochain le printemps réveillera la nature, et nous, réveillons nous, exprimons nous, prenons notre vie en mains, votons pour les candidates et les candidats présentés par le Parti communiste français.

LES CANDIDATS COMMUNISTES DE LA SECTION DE SAINT-QUENTIN

CANTON 1 (centre)



Corinne Bécourt
Secrétaire de Section PCF



Gauthier Ducos
Tuyauteur soudeur

Suppléants



Barbara Knockaert
Enseignante syndicaliste



Georges Varenne
Syndicaliste

CANTON 2 (nord)



Olivier Tournay
Conseiller municipal
Enseignant



Suzanne Barbaux
Syndicaliste

Suppléants



Serge Casier
Égoutier syndicaliste



Francine Latouche
Demandeur d'emploi



CANTON 3 (sud)



Aurélien Jan
Professeur des écoles



Michèle Gabert
Retraitée MBK

Suppléants



Jean-Luc Tournay
Ancien conseiller régional



Valérie Polle
Conseillère municipale
Gauchy 2008

Le coût du Capital

La baisse du « coût du capital » est devenue un argument. Opposer « coût du capital » à « coût du travail » est séduisant à « gauche ». Cela semble opposer capital et travail. Mais, en réalité, on se place dans les deux cas du côté du capitaliste qui cherche à minimiser ses coûts.

Que le profit capitaliste soit extorqué sous forme de dividende, d'intérêt financier, ou de plus-value boursière n'importe guère pour le salarié.

Depuis toujours, les patrons tentent d'embrigader leurs salariés dans leurs intérêts, notamment en leur faisant miroiter une part de leurs propres profits. Des politiciens bien intentionnés reprennent en cœur la nécessité de « mieux répartir » les richesses produites par le travail. Une des bases de ce raisonnement trompeur serait l'unité d'intérêt des patrons avec leurs salariés et subordonnés contre une abstraite « finance ». Sarkozy est allé loin, promettant une distribution des richesses, à 1/3 pour les capitalistes, 1/3 pour les patrons et prétendument 1/3 pour les salariés. Des politiques de « gauche » comme Montebourg reprennent cette idéologie.

Une organisation communiste n'a pas pour objectif la relance de l'économie capitaliste, ni la recherche d'un taux de profit acceptable ! Notre but n'est pas d'amender à la marge le capitalisme et de le rendre moral. Notre objectif reste clairement de supprimer l'exploitation capitaliste.

La CNL est une association reconnue d'utilité publique ; c'est la première organisation nationale de défense des intérêts des habitants. Elle milite pour un droit au logement pour tous, la préservation du pouvoir d'achat et l'amélioration de la vie quotidienne des familles.

La CNL siège dans diverses instances de concertation et de médiation en matière de logement et de consommation.

Aujourd'hui, avec plus de 70 000 adhérents, 800 représentants élus aux Conseils d'Administration HLM et des EPL, elle est organisée dans la plupart des départements, dans les quartiers...

Dans le contexte politique actuel, dans lequel des millions de personnes rencontrent de grandes difficultés à vivre décemment ; la montée du chômage et de la précarité, la poursuite des hausses des loyers et des charges sont autant de facteurs qui nous conduisent dans une impasse et à un rejet de la politique menée par les gouvernements successifs amenant à la montée des formations populistes et xénophobes dans notre pays et en Europe.

Les Communistes soutiennent la lutte, les propositions et les revendications de la Confédération Nationale du Logement, notamment :

le droit au logement pour tous, un grand service public du logement, un cadre de vie agréable et adapté ...

La CNL se bat depuis toujours contre les saisies et les expulsions, les hausses de loyers et de charges, l'habitat insalubre, la privatisation des services ...

Pour faire avancer ces revendications, il faut une réelle participation des habitants les associant au quotidien aux décisions qui les concernent. C'est particulièrement vrai dans les quartiers populaires, dans les

territoires de la politique de la ville.

Tous les quatre ans, les locataires vivant dans le secteur du logement social (HLM et EPL) élisent leurs représentants au Conseil d'Administration de leur organisme HLM.

Ces élections auront lieu cette année le **JEUDI 11 DECEMBRE** par correspondance.

La Section du Parti Communiste Français de Saint-Quentin soutiendra toutes les candidates et candidats présentés par la CNL.

LA CNL SE BAT DEPUIS TOUJOURS CONTRE LES SAISIES ET LES EXPULSIONS, LES HAUSSES DE LOYERS ET DE CHARGES, L'HABITAT INSALUBRE, LA PRIVATISATION DES SERVICES ...

« Grâce à la CNL, concernant les charges d'Habitat Saint-Quentinois, Xavier Bertrand est contraint de demander des comptes à Gilles Gillet, président d'Habitat Saint-Quentinois. »

CHOISISSEZ LES ÉLUS QUI DÉFENDRONT VOS DROITS

1. Jean-Luc TOURNAY
2. Corinne BECOURT
3. Franck MOUSSET
4. Didier TASSIN
5. Michel NOWAK
6. Francine LATOUCHE
7. Catherine OSSET
8. Gilbert CRESTANI

À 64 ans, une Saint-Quentinoise menacée d'expulsion

LE PCF AGIT

extraits de l'article du Courrier Picard du 03/09/2014

Une dette de 1 200 euros risque de mettre Paulette Briançon, 64 ans, à la rue.

Son bailleur social, la maison du CIL, a déclenché une procédure d'expulsion.

« Elle n'est pas dans une situation de surendettement, elle est dans une situation qui ne lui permet pas de vivre tout le mois », explique Corinne Bécourt, secrétaire locale du PCF qui revendique le droit au logement pour tous. « Il ne faut pas être stupide, concède la locataire. Il faut reconnaître qu'il y a une dette, je sais bien que les loyers, ce n'est pas cadeau. »

Les 1 200 euros de loyers impayés se sont accumulés au fil des mois. Paulette Briançon a élevé ses quatre enfants. Puis, vient la séparation. « J'avais plutôt une bonne situation mais je me suis retrouvée à la rue du jour au lendemain. » Elle est accueillie au centre Cordier, très vite elle retrouve un logement et même un emploi, au centre communal d'action sociale (CCAS) de Saint-Quentin. Elle emménage en 2007 dans cet appartement de la rue Boileau. Son contrat se termine en 2008. Elle vit aujourd'hui avec le RSA, soit 434,34 euros par mois. Elle verse environ 200 euros de loyer par mois, le reste étant pris en charge par l'allocation logement (APL). « Quand on décompte, il ne reste que 200 euros pour vivre. »

« Nous sommes de plus en plus confrontés à ce type de situation : des femmes seules, plutôt âgées, qui ont élevé leurs enfants, mais aujourd'hui sont en difficultés », remarque Corinne Bécourt.



Organisez votre colère : adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Email/tél : Signature :